Robert Demoulin
Professeur à l'Université de Liège

La recherche en histoire liégeoise contemporaine

Perspectives d'avenir

Extrait des actes du colloque
Problématique de l'histoire liégeoise
Le Grand Liège
1981

Hommage de l'auteur.
L. Demoulin

LA RECHERCHE EN HISTOIRE LIÉGEOISE CONTEMPORAINE PERSPECTIVES D'AVENIR

par Robert DEMOULIN,
Professeur à l'Université de Liège

Dresser un plan de recherches pour vingt ans peut paraître ambitieux. Notre ami Jean Lejeune aurait encouragé les audacieux qui osent tracer les voies de travaux historiques pour deux décennies. Au risque de manquer de clairvoyance dans l'appréciation des moyens à la disposition des chercheurs dans les moments de difficultés financières que nous connaissons, nous établirons ce dossier avec un bel optimisme. Nous sommes confiants dans l'intérêt que les autorités liégeoises portent à une connaissance précise du passé. La réussite du Millénaire les a convaincus.

Nous sommes ici dans la mouvance française et nous sommes restés fidèles à la répartition classique des grandes périodes de l'histoire. L'histoire contemporaine commence en 1789, elle s'ouvre avec la Révolution et elle se termine hier ou plus tôt aujourd'hui, c'est-à-dire qu'elle comprend l'histoire immédiate. Dois-je rappeler qu'en octobre dernier, M^lle^ Arets a défendu un mémoire préparé dans notre Séminaire d'histoire contemporaine sur *Les femmes dans le mouvement ouvrier syndical à Liège (1960-1975)* (1980) ?

Quelles sont les grandes directions dans lesquelles nous souhaiterions que s'engagent les jeunes historiens et peut-être les moins jeunes, attirés par l'étude des deux derniers siècles de l'évolution historique dans la Province de Liège ? Etendre en effet l'enquête au-delà des limites de notre province en suivant les frontières de l'ancienne Principauté serait une entreprise délicate peu conforme aux réalités.

Porter nos regards vers le Limbourg ou vers l'Entre-Sambre-et-Meuse serait prêter le flanc à la critique des défenseurs clairvoyants de l'entité administrative qu'est la province, unité de recherche commode, depuis la fin de l'Ancien Régime, mais ce serait aussi courir le danger de mêler dans un ensemble disparate des régions qui se sont développées suivant leur rythme propre, comme la

Campine limbourgeoise ou la Thudinie. Ce n'est point cependant selon la disponibilité et la richesse des fonds d'archives que nous orienterons les recherches. Sans doute devrons-nous constater la conservation médiocre des archives contemporaines, nous pourrions reprendre à plus de quarante ans de distance l'article publié en 1937 dans l'*Annuaire de la Commission communale de l'histoire de l'ancien Pays de Liège* sur l'état souvent lamentable des archives publiques des XIX^e^ et XX^e^ siècles, mais nous voudrions insister sur un obstacle difficile à surmonter, surtout financièrement, pour toute recherche approfondie sur la période, à savoir la nécessité de se rendre à Paris, à La Haye ou à Bruxelles pour atteindre les sources de l'Etat central. Faut-il ajouter que la consultation des Archives vaticanes est indispensable pour l'histoire religieuse et que l'on trouvera dans les archives diplomatiques et consulaires des Etats européens – voire des Etats-Unis – d'importants renseignements sur de multiples aspects de notre province ?

Jean Lejeune dans *Liège et l'Occident* n'a pas voulu « écrire une histoire de Liège mais une introduction à l'intelligence de la ville dans ses rapports avec l'Occident », comme l'a bien noté le regretté Maurice Destenay. La première partie « L'Industrie et Liège 1800-1955 » élargit la vision à la région. Pour l'histoire économique de cette période, que notre collègue M. Pierre Lebrun vous présentera, *Liège et l'Occident* est un bon guide. Dans *Pays sans frontière, Aix-la-Chapelle, Liège, Maastricht. Etude sur leur évolution historique*, publié la même année 1958, ce qui témoigne assez de la puissance de travail de celui que nous honorons, ce sont les relations économiques entre ces trois régions qui retiennent surtout l'attention.

Dans *Liège. De la Principauté à la Métropole*, Jean Lejeune a montré les profondes transformations intervenues depuis 1789 en réservant à l'Industrie et à l'Université une place essentielle. Sur l'évolution de la Province, nous disposons depuis cinq ans d'une publication de circonstance, *La Province. Hier et aujourd'hui*, publiée en 1976 à l'occasion du XXV^e^ anniversaire de l'avènement du roi Baudouin, la présence, parmi ses auteurs, de notre collègue M. E. Hélin en garantit la qualité.

Partant de ces ouvrages et de nombreux travaux, dont beaucoup sont toujours inédits, il faudra dresser un plan de recherches prévoyant la continuation d'études en cours et l'élaboration de nouveaux travaux dans des domaines qui n'ont pas encore été suffisamment étudiés, comme celui de la mentalité, pour permettre de construire une vaste synthèse d'histoire liégeoise.

Ce serait un affreux gaspillage de faire fi de trop de recherches intéressantes toujours sous le boisseau. Nous en indiquerons un certain nombre, laissant de côté l'évolution démographique et l'histoire économique confiées à deux de nos collègues MM. Etienne Hélin et Pierre Lebrun.

L'histoire politique a été renouvelée depuis un demi-siècle. La sociologie électorale a ses fidèles. Peut-être sont-ils moins nombreux qu'il y a quelques années. Il n'empêche que des recherches systématiques et exhaustives sur les élections dans l'ensemble de la province depuis le Directoire jusqu'à nos jours seraient nécessaires : élections à tous les niveaux, élections communales, provinciales, législatives. La continuité de l'enquête sur une longue période, à travers les régimes politiques, quel que soit le système électoral, est indispensable.

L'analyse minutieuse des résultats fera apparaître des constantes et des variations, qui seront éclairantes pour la connaissance des mentalités politiques dans les diverses régions géographiques de la province.

Il faudra ensuite étudier minutieusement la naissance et le développement des partis politiques. Une grande attention sera accordée à leur structure, en s'inspirant des modèles de M. Maurice Duverger. Une vaste prospection des archives des partis sera nécessaire. Un colloque comme celui-ci, peut rendre de grands services, provoquer un large mouvement dans les milieux politiques pour les inciter à réunir leurs archives, à fouiller leurs greniers ou à autoriser des archivistes qualifiés qui leur agréeraient, à se livrer à cette quête, que l'on espère fructueuse. Des mémoires de licence ont déjà été consacrés à la vie de partis ou à l'évolution des luttes électorales mais il faudrait prolonger les recherches portant surtout sur le régime censitaire et sur les périodes du vote plural et du suffrage universel[1]. Il faudra étudier la structure des partis, certes, mais aussi leur programme, rassembler les programmes et les confronter dans les quatre arrondissements aux diverses périodes pour en dégager les lignes de force et distinguer les convergences mais aussi les divergences selon les sous-régions géographiquement et économiquement.

Les constantes et les variations du parti catholique[2], les années difficiles de l'entre-deux-guerres, la mutation de 1945 à laquelle des hommes politiques liégeois ont pris une part considérable, seront étudiées en utilisant les archives du parti catholique, puis du parti social chrétien et en recourant à l'interview des hommes qui ont joué un rôle souvent décisif.

Le parti libéral, qui, au XIX^e siècle, avait fait de Liège un fief imprenable, a connu depuis trente ans des avatars que le témoignage de Liégeois aidera à comprendre. A l'intérieur de ce que l'on a longtemps appelé la gauche libérale, deux tendances se sont souvent heurtées. Doctrinaires et progressistes ou radicaux se sont disputés des mandats et ont lutté aux « polls » préparatoires aux élections. Depuis les mémoires de Michel Dechesne, *Le parti libéral à Liège, 1848-1899* et de Michel Laffut sur *Le libéralisme à Huy de 1846 à 1914*, certains aspects de ce conflit sont mieux connus. Mais il faudra prolonger l'étude à travers tout le XX^e siècle et en apercevoir le prolongement dans les formes diverses que l'ancien parti libéral liégeois a revêtues dans les années 1945-1980.

Dans notre séminaire, nous nous sommes efforcés d'éclairer les débuts du socialisme. Violette Lacroix l'a fait pour Seraing (1848-1899), René Bonaventure pour Verviers (1893-1914), Michelle Demet pour Huy (1869-1914), Jean-Marie Tirriard pour Waremme (1894-1932), Serge Beelen pour Liège (1893-1914), ces études devraient toutes être prolongées au-delà de 1914 et la transformation du P.O.B. en P.S.B. en 1945 exigera un examen particulier.

Faut-il dire que depuis cette transformation, près de quarante ans se sont écoulés et que le principal parti liégeois a connu des heures fastes mais a été aussi secoué par des luttes internes intenses ?

Liée à l'histoire du mouvement socialiste, celle du parti communiste a donné lieu à des débats récents et à la publication des Actes d'une journée d'études tenue à Bruxelles le 28 avril 1979, *Le Parti communiste de Belgique (1921-1964)*, où l'on trouvera une bibliographie des Editions du P.C.B.

(pp. 119-147). Pour ce parti également, il faudra étendre l'enquête jusqu'à notre époque, recourir aussi au magnétophone et aux archives du parti sans négliger une abondante documentation imprimée conservée malaisément dans les bibliothèques publiques. L'étude du mouvement anarchiste mérite aussi d'être poursuivie[3].

Des liens étroits sont évidemment tissés entre la vie des partis et l'action syndicale, notamment lors des grandes grèves qui ont marqué profondément notre Pays de Liège, thème essentiel de l'histoire sociale. Avant d'aborder ce thème, une particulière attention sera consacrée au mouvement wallon dont Jeannine Lothe a analysé finement les débuts et à la *Naissance de la Wallonie* qui a trouvé son historien en Hervé Hasquin[4]. Préciser l'action efficace des Liégeois dans l'éveil du mouvement, expliquer l'attitude des premiers militants vis-à-vis des partis et celle des partis face à ce mouvement, étudier enfin dans le détail la vie difficile d'un parti wallon exigeront encore de longues recherches où apparaîtront aussi tout le poids de l'Economie et de la transformation sociale. Comme l'écrit Jeannine Lothe, « La grève de 1960-1961 devait être le détonateur ou mieux le révélateur de la mutation décisive »[5].

On terminera cette étude des partis par le parti rexiste qui a remporté un succès appréciable dans la province de Liège en 1936, et puis s'est affaibli, désagrégé avant même de collaborer avec l'Allemagne. Au mémoire de Ghislain Lahaye, *Le parti rexiste dans l'arrondissement de Liège, 1935-1940* (1980) s'ajouteront des monographies sur ce parti dans les autres arrondissements, l'étude étant chaque fois prolongée jusqu'à la Libération de 1944.

L'étude des organisations, des programmes, des idéologies ne doit pas faire oublier celle des hommes. Depuis plusieurs années, nous avons consacré nos travaux de séminaire, avec nos deux chefs de travaux, Nicole Caulier-Mathy et Paul Gérin, à des recherches sur le personnel politique de la province de Liège en régime censitaire. Ceux-ci en ont présenté les premiers résultats dans un article récent, « Les sénateurs élus dans la province de Liège durant le régime censitaire (1831-1893) », *Tijdschrift voor Geschiedenis*, 92, pp. 413-425, 1979 et la biographie de Frédéric Braconier (1826-1912) par Nicole Caulier-Mathy montre avec précision les liens entre « Industrie et Politique au Pays de Liège »[6].

Patrons charbonniers ou du textile, maîtres de forges exercent souvent des mandats politiques et on les retrouve évidemment dans les organisations patronales. L'*Union des Charbonnages* est au premier rang de ces associations de défense d'intérêts essentiellement économiques.

L'enquête confirme la puissance des liens familiaux qu'André Zumkir avait dégagée en 1956 dans une brillante communication au *XXXVI^e Congrès de la Fédération archéologique et historique de Belgique* : Les dynasties politiques dans la province de Liège à l'époque contemporaine (*Annales*, pp. 261-289). Etendue à la formation reçue, aux activités sociales et philanthropiques, à la vie professionnelle, aux revenus, cette enquête montre assez la vanité des distinctions entre les divers domaines de l'Histoire. Il faut souhaiter qu'elle puisse être menée aussi loin que possible dans notre siècle.

L'histoire sociale, aux limites indécises, est à la mode. Le champ est vaste. Il s'agira, en premier lieu, de mener des recherches dans le domaine qui a été

longtemps le domaine privilégié de cette histoire, celui du mouvement ouvrier. Là aussi, des travaux existent, qui sont souvent restés inédits. Ils devront être étendus à des périodes plus longues, remaniés peut-être par l'utilisation de documents rendus accessibles, nous songeons notamment aux archives administratives et judiciaires dont la consultation sera enrichissante pour l'étude des manifestations et des grèves. Le mémoire de Linda Musin, *La grève générale de 1913 dans l'arrondissement de Liège* (1979), celui de Michel Hannotte, *Les grèves des mineurs en 1932 dans le bassin de Liège* (1978) sont de bons exemples. Les grèves de l'entre-deux-guerres : la longue grève à Ougrée-Marihaye en 1921-1922, celles plus générales de 1932 et de 1936, la grève politique de 1950, la grande grève de 1960-1961, doivent être analysées minutieusement. En attendant l'ouverture des archives judiciaires et des archives politiques, des recherches systématiques doivent être menées à la fois dans les syndicats et les organisations patronales, les partis et les entreprises, tant que ceux qui ont détenu des responsabilités sont encore en vie. Lorsque les archives seront ouvertes, on saluera avec joie une histoire portant sur les ouvriers en grève, s'inspirant de la thèse de Michelle Perrot, consacrée à la France de 1871 à 1890[7].

Les grèves ne sont pas la seule preuve de la puissance ou de la faiblesse des organisations syndicales. Les grandes manifestations de masse, les concentrations de foule ont aussi du poids. Il faudra les étudier et les comparer.

Se limiter aux épreuves de force serait rétrécir singulièrement l'activité des syndicats. Leur vie interne mérite une analyse approfondie. Joseph Bondas, Nicolas Dethier, René Ebertzheim et d'autres ont ouvert la voie. Il faudra remonter aux origines des groupements de défense, étudier la période dure des luttes initiales, « les temps héroïques », se pencher sur les données numériques concernant les affiliés, répartis géographiquement et classés par âge, démonter les organigrammes des grandes Centrales, analyser l'évolution des conceptions fondamentales des dirigeants syndicaux, comme l'a fait R. Ebertzheim pour « la naissance et le développement dans la région liégeoise d'un mouvement syndical révolutionnaire et apolitique » en 1942[8].

Les institutions seront étudiées, mais aussi les hommes. Une biographie d'André Renard est indispensable. Mais il n'est pas le seul syndicaliste qui attende son biographe. Heureusement qu'un Liégeois, Paul Gérin, est un des directeurs du *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier en Belgique*. Nous sommes assurés que les Liégeois auront leur place légitime dans ce Dictionnaire qui, comme le souhaitent les Directeurs, « permettra une approche collective et sociologique du mouvement ouvrier ». La condition ouvrière a déjà ses historiens pour les débuts de la révolution industrielle. Il suffit de citer Mme Haesenne-Peremans. Le champ de travail reste considérable. Ces recherches sont liées à l'évolution démographique et économique dont nos collègues MM. Hélin et Lebrun vous ont entretenu. Elles sont indispensables pour une appréciation objective du mouvement ouvrier.

L'histoire sociale n'est pas seulement, on n'insistera jamais assez là-dessus, l'histoire du seul mouvement ouvrier ou de la classe ouvrière.

Personne ne conteste le rôle que la bourgeoisie a joué au XIXe siècle. Toutes les recherches sur ce groupe social dans les villes mais aussi dans les campagnes

seront les bienvenues. Il va de soi que l'enquête sur le personnel politique apportera des matériaux de choix, étant donné la place occupée par la bourgeoisie dans les avenues du pouvoir et à la tête de celui-ci.

L'étude sociale ne se bornera évidemment pas aux bourgeois qui ont joué un rôle politique. Ce sera une étude globale comme celle d'Adeline Daumard, *La bourgeoisie parisienne de 1815 à 1848*, Paris, 1963, unissant le quantitatif et le qualitatif, évaluant la place de la bourgeoisie dans la population, cherchant à découvrir l'ascension sociale à l'intérieur même de la classe bourgeoise où les groupes « se recouvrent à la manière des tuiles d'un toit ».

La noblesse liégeoise est un thème ancien de controverses. Cette noblesse devra être reconstituée depuis 1789 jusqu'à nos jours. Comment a-t-elle traversé la tourmente révolutionnaire, que doit-elle à Napoléon et à Guillaume Ier qui a créé l'Ordre équestre, quelle a été sa position dans l'Etat belge depuis 1830 ? Le poids, quasi physique, de cette noblesse sera recherché ; une étude quantitative sera nécessaire : combien de nobles ? Quant à sa richesse, si ses revenus immobiliers pourront être établis, les autres revenus échapperont souvent. Son rôle politique nous ramènera au thème précédent.

Quelle place faire à la paysannerie, aux exploitants propriétaires ou fermiers de Hesbaye, du Condroz ou du Pays de Herve ? L'histoire économique fournira les éléments d'une appréciation quantitative de l'évolution de ses revenus et l'histoire politique nous informera de son poids dans la vie de la nation, surtout en régime censitaire, toujours favorable à la terre, que l'on songe au cens d'éligibilité. Il sera plus malaisé de reconstruire le tissu de ce groupe social. Le dépouillement d'une presse spécialisée nous y aidera. Des Liégeois ont joué un rôle important dans les Unions professionnelles agricoles (U.P.A.), un journal *La Défense agricole* a porté dans les campagnes le message de ceux qui voulaient organiser un groupe social où l'individualisme est souvent, quoi qu'on dise, profondément ancré.

La Principauté de Liège était une principauté ecclésiastique. Nul ne conteste le poids de la Religion dans la vie sociale liégeoise sous l'Ancien Régime. L'histoire religieuse des deux derniers siècles dans notre province n'est pas encore écrite. Une étude de notre collègue Paul Minon, *Le peuple liégeois. Structures sociales et attitudes religieuses*, Liège, 1956, rendra de grands services à ceux qui s'attèleront à cette tâche. Limitée sans doute à la ville de Liège et visant à décrire la situation à un moment du temps, 1954, elle est un bon guide pour une étude rétrospective indispensable. Il n'est pas nécessaire de préciser ici que le recours au sondage rétrospectif n'est pas possible pour l'historien, nous nous trouvons là devant le même obstacle que pour toute étude historique d'opinion publique antérieurement à l'ère « Gallup ». L'enquête de 1954 est un excellent modèle dont s'inspireront avec profit ceux qui retraceront l'évolution de la vie religieuse à travers deux siècles. Le recours aux archives de l'Evêché, aux documents paroissiaux, fournira des données chiffrées qui n'auront pas la qualité de l'enquête du 30 août 1954 mais qui nous éclaireront sur « *a*) les pratiques des grands événements de la vie : naissance, adolescence, mariage, maladie grave et décès ; *b*) assistance à la messe dominicale ; *c*) certaines pratiques qualifiées « pratiques de dévotion » et qui impliquent une ferveur religieuse plus grande »[9]. Il faut étendre à la province entière, villes et campagnes, cette

longue recherche qui ne pourra être menée qu'en équipe, en choisissant avec circonspection les années, la guerre scolaire ayant doublé le nombre des non-pascalisants entre 1879 et 1880[10]. De nombreux émules du Père de Saint-Moulin qui a étudié la déchristianisation à Seraing seront les bienvenus[11].

Au-delà de cette enquête de base, l'histoire interne de l'évêché de Liège, de son organisation et des grandes réalisations sera entreprise. Les vocations seront particulièrement étudiées. Le récent et important article de Jean Art, « De evolutie van het aantal mannelijke roepingen in België tussen 1830 en 1975. Basis-gegevens en richtingen voor verder onderzoek », *Revue belge d'histoire contemporaine*, X, 1979, 3, pp. 281-370, sera lu avec la plus grande attention.

Mais que sont les institutions sans les hommes ? La biographie des évêques liégeois, des vicaires généraux, sera écrite. La brillante conférence du Chanoine R. Aubert lors du Centenaire de la Société d'Art et d'Histoire du Diocèse de Liège le 12 septembre dernier, *Le Cardinal Mercier et Mgr Rutten* a montré la voie d'une recherche fructueuse.

Les Liégeois se souviennent du conservateur de l'ancienne bibliothèque des Chiroux, Pierre Debouxhtay. Son étude sur l'Antoinisme avait fait date. Elle devrait être prolongée[12].

La laïcité a de nombreux fidèles dans notre province, la Franc-Maçonnerie, les Sociétés de Pensée ont exercé une profonde influence. L'accès aux archives fait ici problème. Il faut souhaiter que des publications comme celle de Els Witte et F. V. Borné puissent être continuées[13].

Mentionnons aussi la Ligue de l'Enseignement dont Léon-E. Halkin a retracé les premiers pas chez nous, c'était au temps du Congrès des Etudiants de 1865[14].

Grâce à des monographies solides sur l'importance du recrutement, sur la répartition professionnelle des membres de ces sociétés, sur leur vitalité, sur les thèmes débattus en leur sein, sur les heurts et sur les rapprochements entre les diverses tendances, on reconstruira la vie intense ou assoupie des sociétés qui ont défendu la philosophie des Lumières, ont combattu l'Eglise et ont joué dans la vie politique un rôle dont l'Histoire sera toujours imprécise aussi longtemps que l'on ne disposera pas de ces monographies.

Les recherches sur l'Eglise catholique et sur la Franc-Maçonnerie apporteront, nul n'en doute, des clartés vives sur l'histoire de l'Enseignement à tous les niveaux. Nous souhaiterions cependant que deux domaines soient particulièrement défrichés : l'extraordinaire développement de l'enseignement primaire communal de la ville de Liège dans un esprit laïc et celui de l'enseignement technique provincial. Dans le compte rendu qu'il a fait dans la *Revue d'Histoire ecclésiastique* de la thèse solide de J. Lory, *Libéralisme et Instruction primaire, 1842-1879*, Jean Stengers insiste sur l'étonnant dynamisme dont les grandes villes libérales ont fait preuve au cours de cette période pour laïciser leurs écoles et il cite *L'Echo du Parlement*, écrivant en novembre 1878 que dans des villes comme Bruxelles, Gand et Liège, une nouvelle loi établissant l'école laïque « ne changera(it) pas essentiellement la situation actuelle »[15].

A Liège, le jeune Frère-Orban s'est préoccupé dès son entrée dans la vie politique du sort des écoles de la Cité.

L'organisation étonnamment précoce de l'enseignement technique par la députation permanente de notre province a élevé le niveau de la formation professionnelle de milliers de jeunes Liégeois et a largement contribué à la prospérité économique des entreprises. Les deux pages 56 et 57 de *La Province. Hier et Aujourd'hui* sont vraiment trop modestes[16]

Comme nul ne l'ignore, l'enseignement technique libre fut aussi précoce, il suffit de citer les Aumôniers du Travail ou l'Institut Gramme. Quand disposerons-nous d'un travail bien bâti sur l'histoire de cet Enseignement technique, sur les initiatives des autorités, sur les contacts avec les dirigeants d'entreprises, sur les compositions du corps professoral, l'aire de recrutement des élèves, le programme des études, les débouchés au terme de la scolarité ?

Quant à l'Université, c'est son histoire politique qui reste à écrire, si nous disposons de *Libri memoriales* utiles en renseignements académiques. Le dépouillement de la presse fournira de nombreuses indications. Pour ne citer qu'un exemple, évoquons les réactions au discours de rentrée du Recteur Jules Duesberg en 1931 sur le mode de nominations dans le corps enseignant et la polémique courtoise avec Camille Huysmans dans *La Wallonie*[17].

La Presse a aussi son histoire. Le Centre interuniversitaire d'histoire contemporaine, que nous avons l'honneur de présider, a consacré une partie de ses efforts et des faibles moyens dont il dispose, à établir des répertoires et des histoires de presse, à rédiger des monographies de journaux. Les travaux d'André Cordewiener, de Paul Gérin et Marie-Louise Warnotte pour Liège, de Christine Luc-Joris pour Huy, de Freddy Joris pour Verviers, de Fernand Valkenborgh pour Seraing, de Claude Fluchard pour Aubel, de Denise Lambrette sur *La Meuse*, de Marcelle Simon-Rorive sur *La presse socialiste et révolutionnaire en Wallonie et à Bruxelles de 1912 à 1940* devront être poursuivis jusqu'à notre époque. Les archives des journaux et des organisations professionnelles devraient être ouvertes aux chercheurs. Une synthèse de l'histoire de la presse de notre province serait ainsi possible.

Liège est aussi un centre de la Radio et de la Télévision. Quand disposerons-nous d'une solide histoire de la Radio liégeoise, des origines aux radios libres actuelles ? Asa Briggs a écrit une remarquable histoire de la B.B.C.[18], le professeur André Tudesq se passionne pour l'histoire de la Radio française dans l'entre-deux-guerre[19] alors que la Radio et la Télévision en Belgique attendent toujours leur historien[20]. La radio régionale, à Liège, a ses lettres de noblesse, on se souvient encore de Radio-Cointe, de Radio-Seraing ou Radio-Verviers. La presse des années vingt n'ignore évidemment pas ce moyen extraordinaire de transmission des nouvelles et s'en sert pour mieux asseoir ses positions. Le *Journal de Liège* l'utilisera pour attirer les curieux rue des Dominicains au siège du journal, et *La Meuse*, en 1928, organisera, avec le concours de Radio-Belgique, des radio diffusions de grands concerts à l'occasion de manifestations comme le cinquantenaire de la Gileppe à Verviers et de ses presses sort aussi *L'Antenne* que « lisent tous les amateurs de T.S.F. ».

La radio et la Télévision ont fait, dès le début, une large place au Sport. Une bonne synthèse de l'histoire du Sport liégeois fait toujours défaut. Le sport a sa place dans l'histoire sociale anglaise. Tony Mason s'est signalé récemment par un solide ouvrage *Association Football and English Society, 1863-1915*[21].

L'*University of Wales Press* ne vient-elle pas de publier *The Official History of the Welsh Rugby Union, 1881-1981*, où il est montré que le rugby a contribué largement à donner au Gallois le sens de son identité[22] ? En France comme chez nous, l'histoire de l'éducation physique et du sport est un « parent pauvre des études historiques »[23]. Il faudra se pencher sur les étapes successives du développement des clubs de football. Des livres nombreux ont été consacrés aux années récentes, les origines sont moins bien connues. Là encore, l'accès aux archives des clubs sera nécessaire. Mais il ne faudra pas se limiter au sport qui attire le plus de spectateurs. Le cyclisme a drainé aussi des foules dans les vélodromes aujourd'hui disparus, Liège, Seraing, Beyne-Heusay, Mons-Crotteux, Queue-du-Bois, Verviers-Mangombroux, Huy ; qui s'en souvient ? La natation, le hockey, le tennis, le basket-ball, l'aviron, le motocyclisme – lié à une industrie si puissante à Herstal –, la lutte (Constant le Marin), la boxe (Kid Dussart) mériteront aussi des recherches. Pourquoi le jeu de petite balle n'a-t-il jamais progressé dans notre province, même au temps de sa splendeur dans le Hainaut, le Namurois, le Brabant wallon et Bruxelles ? Ce n'est pas seulement d'une histoire événementielle des clubs pour réjouir de vieux passionnés des stades, des piscines ou des vélodromes que nous avons besoin mais d'études plus profondes sur les répercussions économiques des sports attirant des milliers de spectateurs, sur les rapports entre sport et politique (n'y a-t-il pas souvent dans nos villes des clubs de couleurs politiques opposées), sur les conséquences sociales du sport pour les vedettes. Dans le numéro d'automne 1980 de la très sérieuse revue américaine *The Journal of Interdisciplinary History*, éditée par le célèbre M.I.T. (Massachusetts Institute of Technology) de Cambridge, Ma., un article remarquable de Steven A. Riess traite de *Professional Baseball and Social Mobility*[24] et montre les limites de la portée réelle du sport dans la montée sociale des vedettes. Steven A. Riess constate qu'en 1929, le salaire moyen d'un joueur de base-ball était de $ 7.500 alors que le professeur d'Université gagnait $ 3.056, le dentiste $ 4.267, le médecin $ 5.224 et l'avocat $ 5.534[25], mais passé trente-cinq ans, l'athlète doit se retirer sous sa tente et l'adaptation à une nouvelle vie est difficile. L'étude de la « professionnalisation » de l'activité sportive exigera la compétence du sociologue, le sens critique de l'historien et sans doute la passion du sportif.

Un domaine dont l'étude exige des compétences particulières est celui de l'histoire des arts et des lettres et de leur influence sur le développement général de la société. Il serait impardonnable de négliger, surtout quand on pense à la place du Conservatoire, du Théâtre Royal, l'actuel Opéra, du Gymnase sans oublier les théâtres wallons du Cercle des Beaux-Arts dans la vie liégeoise. Nos collègues M^me^ Rita Lejeune, MM. Jacques Stiennon, Pierre Colman, Maurice Piron, mon camarade de captivité, Jean Servais sont autrement qualifiés que moi pour vous indiquer les cheminements à suivre dans ce vaste domaine. Vous me permettrez pourtant d'évoquer moi-même *Les Nuits de Septembre* qui doivent tant à Jean Lejeune et à Suzanne Clercx.

La Société Littéraire a eu son historien en Paul Vaute[26]. L'Emulation, à Verviers l'Harmonie, à Huy la Société littéraire ont aussi des archives à explorer.

L'histoire militaire, élargie aujourd'hui à des aspects très neufs, ne sera pas négligée. Les relations Population – Milieu social – Vie politique – Armée

préoccupent aujourd'hui les chercheurs. Jean-Sébastien Vaessen étudie *La Garde Nationale et les Corps locaux dans le département de l'Ourthe (1803-1814)*, Jean-Luc Berland, *Le remplacement militaire dans la province de Liège (1835-1955)*, Jean-Louis Cox, *Les sociétés de tir et de préparation militaire (1858-1914)*, Alain Colignon, *Les mouvements d'anciens combattants à Liège (1919-1922)*.

Toutes ces études particulières devraient également aider à l'histoire de la mentalité liégeoise. Quelles colorations prennent à Liège les grands thèmes de l'existence ? Quelle est l'attitude du Liégeois devant l'amour, la liberté, la justice, la mort ?[27] Quelle place occupe la femme liégeoise, quelle place occupe l'enfant ? Quelles sont les relations des Liégeois avec les étrangers, avec les immigrés ? Domaine vaste qui attend ses défricheurs.

La vision que les Liégeois se font de leurs voisins et aussi des autres peuples se nourrit des contacts avec l'étranger, si fréquents dans notre pays sans frontières. La thèse doctorale d'Anne-Marie Wegnez, *L'opinion liégeoise étudiée à travers la presse et l'Allemagne de 1830 à 1914* décrit bien les variations complexes au fil du temps de réactions face à un voisin puissant. Un de nos élèves, Daniel Storms, étudie l'étonnant renversement des sentiments à l'égard de l'Angleterre de 1919 à 1923[29] et Francis Balace s'est consacré aux relations avec les Etats-Unis[29]. Comment avons-nous vu la France et les Français depuis 1789[30] ? Qui se risquera dans cette énorme entreprise, où l'histoire littéraire prendra une grande place. Mais pour atteindre la mentalité liégeoise, la littérature dialectale et les œuvres en français régional, on nous permettra de citer Aimé Quernol, fourniront une riche matière.

On saisira ainsi l'évolution des sentiments des Liégeois à travers deux siècles. Les grands événements marqués par des dates symboliques, 1789, 1815, 1830, 1870, 1914, 1918, 1939, 1945, mais aussi des anniversaires de ces événements, 1855-1856, 1880, 1889, 1905, 1930, 1980 jalonnent cette vaste enquête[31].

La Résistance liégeoise de 1940 à 1944 occupera ici une place éminente. Quelles sont les sentiments, les passions qui ont animé ceux qui ont lutté dans l'ombre ?

Ces recherches permettront de préciser ce que signifie le sentiment national liégeois à la fin XVIII^e siècle, sa survivance au XIX^e siècle, sa mutation en 1980, quelles sont les origines et les temps de forte intensité du sentiment national belge, ce que représente la conviction d'appartenir à la Wallonie, quelle est la vigueur de l'attachement à la France. On répondrait ainsi à une question qui préoccupait Jean Lejeune en 1949 lorsqu'il fixait les buts du Grand Liège[32].

Cette recherche aboutira aussi à une synthèse de l'historiographie liégeoise au cours de ces deux siècles. Elle fera une place de choix à l'œuvre de Jean Lejeune qui n'a cessé de scruter le passé de la Patrie liégeoise.

Comment les historiens liégeois du XIX^e et du XX^e siècles ont compris l'histoire des siècles qui les ont précédés, mais aussi du siècle dans lequel ils vivaient, et comment la vie de leur propre temps les a imprégnés et leur a fait voir le Passé sous d'autres angles et sous d'autres couleurs, ce sera là aussi le travail de demain.

Deux décennies nous séparent d'un nouveau Millénaire, qui ne sera plus seulement liégeois. La tâche que nous proposons aux historiens liégeois et aux

autres, car nous ne sommes pas exclusifs, est vaste. La problématique, pour reprendre le thème du Colloque, est libre. Toutes les voies sont ouvertes, toutes les méthodes sont utilisables pourvu que l'effort d'objectivité soit sincère et que la formation au beau métier d'historien soit solide. On ne méprisera pas la chronologie. Marc Bloch l'a écrit dans son *Apologie pour l'Histoire* : « Jamais, en un mot, un phénomène historique ne s'explique pleinement en dehors de l'étude de son moment » [33].

NOTES

1. Rappelons les mémoires de Denise DANGOXHE, *Les partis politiques dans l'arrondissement de Liège sous le régime du suffrage censitaire*, (1947); Jules OVART, *Les élections dans le département de l'Ourthe (1797-1813)*, (1947); Joseph NOLS, *Histoire politique des arrondissements de Huy et de Waremme sous le régime du suffrage censitaire, 1830-1894*, (1947); Léon GUILLAUME, *Le parti français dans la province de Liège (1830-1831)*, (1948); André ZUMKIR, *Les partis politiques et les élections dans l'arrondissement de Verviers sous le régime du suffrage censitaire (1830-1893)*, (1948); André CORDEWIENER, *Organisations politiques et milieux de presse en régime censitaire. L'expérience liégeoise de 1830 à 1848*, Bibl. Faculté de Philosophie et Lettres. Université de Liège, 1978.

2. Myriam GOTHIER, *Le parti catholique à Liège (1847-1893)*, (1966).

3. Julien LOUIS, *Histoire du mouvement anarchiste liégeois (1887-1914)*, (1975).

4. *La Wallonie. Le Pays et les Hommes*, t. II, de 1830 à nos jours, pp. 191-202 et 319-330, et pp. 335-362.

5. *Idem.*, p. 331.

6. Nicole CAULIER-MATHY, *Industrie et Politique au Pays de Liège, Frédéric Braconier (1826-1912)*, dans *Revue belge d'histoire contemporaine*, XI, 1-2, pp. 3-83, 1980.

7. M. PERROT, *Les ouvriers en grève. France. 1871-1890*, Paris, 2 vol., 1974.

8. R. EBERTZHEIM, *Les syndicats ouvriers en Belgique*, pp. 14-20.

9. Paul MINON, *Le peuple liégeois. Structures sociales et attitudes religieuses*, Liège, p. 75 (1975).

10. R. AUBERT, *150 ans de vie des Eglises*, Bruxelles, 1980, p. 27.

11. L. DE SAINT-MOULIN, *Contribution à l'histoire de la déchristianisation. La pratique religieuse à Seraing depuis 1830*, dans *Annuaire d'Histoire liégeoise*, X, 1967, pp. 33-127.

12. Pierre DEBOUXHTAY, *Antoine le Guérisseur et l'Antoinisme. Les faits d'après des documents inédits*, Liège, 1934.

13. E. WITTE et F. V. BORNE, *Documents relatifs à la franc-maçonnerie belge du XIX^e siècle, 1830-1855*, Cahiers du C.I.H.C., n° 69, 1973.

14. Léon-E. HALKIN, *La section liégeoise de la Ligue de l'Enseignement en 1865-1866*, *Mélanges offerts à G. Jacquemyns*, pp. 415-419.

15. Jean STENGERS, c.r. de Jacques LORY, *Libéralisme et Instruction primaire*, dans *Revue d'histoire ecclésiastique*, vol. LXXV, n° 2, p. 396, 1980.

16. Sur les Humanités techniques organisées par la province de Liège, on lira avec intérêt Jean BOETS, *Les Humanités techniques*, Seraing, s.d. [1959], pp. 51-102.

17. *La Wallonie*, 19 octobre 1931, p. 2, c. 5 et 2 novembre 1931, p. 3, c. 6.

18. Asa BRIGGS, *The History of Broadcasting in the United Kingdom*, I. *The Birth of Broadcasting*, II. *The Golden Age of Wireless*, III. *The War of Words*, Londres, 1961, 1965, 1970.

19. André-Jean TUDESQ, *Naissance et originalité des stations régionales de T.S.F.*, dans *Régions et régionalisme en France du XVIII^e siècle à nos jours*, pp. 546-561, Strasbourg, 1974; ID., *De la T.S.F. à la radiodiffusion. La presse française et l'apparition d'une nouvelle technique d'information (1898-1924)*, dans *Revue historique*, n° 524, oct.-déc. 1977, pp. 363-392; ID., *La radiodiffusion en Languedoc avant la deuxième guerre mondiale*, dans *Economie et Société en Languedoc-Roussillon de 1789 à nos jours*, pp. 459-482, Montpellier, 1978; Pierre ALBERT et André-Jean TUDESQ, *Histoire de la radiotélévision*, Paris, 1981. Citons aussi Yves DE LA HAYE, *Les pionniers grenoblois de la radio régionale*, dans *Le Monde-Dimanche*, 28 décembre 1980, p. XVI.

20. Le catalogue de l'Exposition *Vive la Radio* organisée par le Crédit Communal de Belgique, dont le texte est de Maurice HANKARD, invite à pareille entreprise.

21. Tony MASON, *Lecturer in Social History, University of Warwick, Association Football and English Society, 1863-1915*, 287 pages, Brighton, Harvester, 1980.

22. David SMITH and Gareth WILLIAMS, *Fields of Praise. The Official History of the Welsh Rugby Union, 1881-1891*, 505 pages, Cardiff, University of Wales Press, 1981.

23. Marcle SPIVAK, *Le développement de l'éducation physique et du sport français de 1852 à 1914*, dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, t. XXIV, janvier-mars 1977, p. 38.

24. Steven A. RIESS, *Professional Baseball and Social Mobility*, dans *The Journal of Interdisciplinary History*, vol. XI, n° 2, autumn 1980, pp. 235-250.

25. ID., p. 240.

26. Paul VAUTE, *Histoire de la Société Littéraire de Liège, 1779-1979*, Liège, 1979.

27. Les notices nécrologiques des journaux, les comptes rendus des funérailles fournissent une bonne documentation que nous avons utilisée dans les travaux de notre séminaire sur le personnel politique au XIX^e siècle.

28. Daniel STORMS, *L'Angleterre perfide ou loyale? L'opinion publique liégeoise face à la politique extérieure de la Grande-Bretagne à l'égard de la Belgique.*

29. F. BALACE, *L'armurerie liégeoise et la guerre de Sécession*, Liège, Commission communale d'Histoire du Pays de Liège, Documents et mémoires, fasc. 13, 1979, et *La Belgique et la Guerre de Sécession. Propagande et opinion publique*, à paraître.

30. H.-Th. DESCHAMPS, *La Belgique devant la France de Juillet. L'opinion et l'attitude française de 1839 à 1848*, Bibl. de la Faculté de Philosophie et Lettres de l'Université de Liège, fasc. CXXXVII, Paris, 1956.

31. On trouvera de nombreuses indications dans les mémoires de Micheline ZANATTA, *La Commune. Réalités et mythes dans le milieu liégeois, 1870-1886*, 1971, de Cécile VOISIN, *Le centenaire de l'Indépendance belge. La Révolution de 1830 au tribunal de l'histoire*, 1977 et de Christine LECHAT, *Les anniversaires de l'Indépendance belge à travers cinq journaux, 1855-1856-1880 (Gazette de Liège, Journal de Liège, La Tribune)*, 1978.

32. Jean LEJEUNE, *La Renaissance du Pays de Liège et l'A.S.B.L. Le Grand Liège. Œuvre. Esprit. Buts*, Liège, 1949.

33. Marc BLOCH, *Apologie pour l'histoire ou métier d'historien*, p. 9.

COMMUNICATION DU PROFESSEUR ROBERT DEMOULIN : INTERVENTIONS

M. J. Levaux :

Ayant participé à de nombreux événements, notamment la fondation de deux partis politiques, j'ai pu constater que bien des éléments ne se trouvent jamais consignés dans les archives.

Aussi, pour éviter cette perte, ne faudrait-il pas recourir aux enregistrements ? La section d'histoire de l'Université ne pourrait-elle participer à cette conservation d'archives ?

Ces enregistrements seraient utiles pour reconstituer, par exemple, l'évolution des pensées qui aboutissent à une décision au sein d'un parti politique et qui ne font l'objet d'aucune conservation écrite.

Mme Vrancken sait combien il est difficile de rassembler des archives pour le Fonds d'Histoire du Mouvement Wallon.

Il n'existe pas de procès-verbaux des réunions du collège exécutif de Wallonie, ni des réunions du Comité de défense des Fourons, ni des débats qui ont lieu au sein du Comité exécutif du Grand Liège.

Pourquoi les étudiants n'utilisent-ils pas les magnétophones pour recueillir les souvenirs de particuliers ?

Il serait nécessaire de créer un conservatoire d'archives par audition.

Le professeur R. Demoulin :

Vous soulignez le problème de toute enquête d'histoire immédiate.

Mlle F. Arets a élaboré son mémoire sur les femmes syndicales en réalisant notamment des interviews de dirigeants.

Ce moyen est utilisé aussi pour des sujets d'histoire de la Résistance.

Mais les souvenirs s'estompent et je préférerai toujours les documents écrits aux témoignages oraux.

Il n'en reste pas moins qu'une vaste enquête avec prise d'interviews auprès des dirigeants politiques, syndicaux ... serait très utile.

J'espère que ce colloque servira à émouvoir toute une série de personnes dans cette Cité pour que l'on en arrive, dans les différents partis, dans les mouvements syndicaux ou autres, à garder les archives au profit des historiens.

M. J. Levaux :

J'ai surtout voulu faire allusion aux événements qui ne laissent aucune trace écrite.

Le professeur J. Stiennon :

La R.T.B. vient d'organiser une série d'émissions « Vie ouvrière » où l'on a pu entendre notamment le témoignage de Hubert Rassar.

M. P. Gérin :

La collecte des documents oraux est très importante.

Cependant, il est nécessaire d'employer des personnes compétentes et des moyens adéquats pour réaliser ces interviews.

A l'Université, les étudiants le font en amateurs.

Il faudrait que les institutions soient pourvues de crédits suffisants pour organiser ces enquêtes.

A la R.T.B., les travaux de Jacques Olivier ont pu être réalisés grâce à d'importants subsides.

Le Centre d'étude de la seconde guerre mondiale à Bruxelles a pu également opérer des enregistrements intéressants.

L'Université de Liège, quant à elle, ne reçoit presque plus de subsides, ce qui limite la réalisation de telles enquêtes et me pousse réellement à lancer un cri d'angoisse.

Le professeur J. Stiennon :

Pour ce qui est des problèmes des techniques d'enregistrement, je voudrais insister sur l'utilité de contacts avec la 8e section : Arts de diffusion.

M. J. Pieyns :

Les Archives ne peuvent prendre ce type de documents en considération vu qu'elles ne possèdent pas d'audiothèque, ni de crédits suffisants.

On pourrait cependant prier certaines institutions de s'occuper de ces problèmes : l'Institut Emile Vandervelde par exemple.

Le professeur J. Stiennon :

L'Institut Emile Vandervelde assure par exemple la conservation d'une collection d'affiches électorales du P.O.B. et du P.S.

M. J. Pieyns :

Le décès de M. Troclet a provoqué aux A.G.R. le désir de conserver ses archives.

Cependant, M. Pirot a refusé : les papiers Troclet devaient rester dans son service à l'U.L.B. pour être ensuite versés aux archives de cette université, ce qui permettrait ainsi leur sauvegarde.

Je voudrais encore ajouter qu'interviewer un homme politique et lui poser des questions adéquates est un métier qu'il serait utile d'apprendre à l'Université.

M. J. Levaux :

Je suis partisan d'une forme d'enquête où l' « interviewé » serait guidé par l' « intervieweur ».

La manière d'interroger peut être « inobjective » afin de tirer de l' « interviewé » ce qu'on doit lui faire dire dans le cadre d'une vue historique. L' « interviewé », dans sa réponse, restera objectif et pourra très bien traduire ce qui est son sentiment.